



**Déclaration liminaire**  
**au Comité Technique Local**  
**du 25 septembre 2018**



Évreux, le 25 septembre 2018

Monsieur le Président,

Ce CTL se tient dans un contexte inédit sur tous les plans.

Inédit par son contexte. Rarement la crise de confiance aura affecté à ce point le « vivre ensemble ». Le repli sur soi est une réalité d'autant plus criante et inquiétante que les mécanismes permettant ce vivre ensemble, notamment en termes d'action publique et de protection sociale, mais aussi de politique de l'emploi, sont grippés, et donnent le sentiment, malheureusement justifié, de ne favoriser qu'une partie aisée de la population.

Inédit par la persistance de mener une politique de rigueur qui cache de plus en plus mal l'idéologie sous-jacente selon l'adage bien connu « qui veut tuer son chien l'accuse d'avoir la rage ».

Inédit donc pour la fonction publique. Les orientations gouvernementales ne font plus mystère d'en finir avec une conception et une organisation de la fonction publique qui a pourtant un actif à faire valoir. Qu'il s'agisse du statut et des garanties sociales, dont bénéficient directement et indirectement non seulement les agents mais aussi les citoyens. Qu'il s'agisse également des missions publiques, progressivement affaiblies voire transférées au privé. Les pouvoirs publics se ruent avec l'aveuglement de la foi des convertis, de manière inconséquente et brutale, dans ce contexte pour accélérer les déstructurations dont sont victimes les agents et les citoyens.

Inédit par conséquent pour les ministères économiques et financiers, en particulier pour la DGFIP. Au-delà de l'ampleur, injustifiable, des suppressions d'emplois, la DGFIP est désormais attaquée en son cœur pour ne pas dire son identité, tout à la fois en matière de gestion et de reconnaissance des agents et aussi de missions, lesquelles auront rarement été aussi affaiblies. Moins de moyens pour plus de travail, l'équilibre est rompu...

Concernant plus particulièrement l'ordre du jour de cette réunion, si nous pouvons être satisfaits qu'au moins une de nos demandes ait été prise en compte, à savoir la présentation du bilan de la Campagne IR 2018 accompagnée de documents, cela s'arrête malheureusement là. En effet, comme pour tous les points à l'ordre du jour de cette réunion nous ne disposons que de fiches très succinctes ne permettant certainement pas une analyse fine et éclairée et que dire des démonstrations chiffrées pour le moins fantaisistes.

Concernant l'affichage des indicateurs de qualité de service dans les SIP, pour Solidaires Finances Publiques, cette démarche est à la fois démagogique et dangereuse.

Démagogique, car elle a pour but avoué de faire croire aux contribuables que tout est au mieux dans les services de la DGFIP, que le public est toujours notre priorité et que le service rendu est constant en termes de qualité.

Pour Solidaires Finances Publiques, la DG et plus globalement le gouvernement, sont en train de mener une véritable guerre de communication pour convaincre à la fois les agents et le public du bien-fondé de leurs réformes fortement destructives. Ne nous y laissons pas prendre, nous sommes bien dans une action de propagande intense à tous les niveaux, pour nous faire croire

que demain le ciel sera plus bleu. On en est évidemment très loin. Tant pour le public que pour les agents, on se dirige plutôt vers des lendemains très sombres. Pour le public qui sera condamné à passer obligatoirement par internet pour avoir le moindre renseignement et pour les agents dont les missions et les conditions de travail vont continuer à se dégrader.

Dangereuse, car ces indicateurs mis sur la place publique, vont mettre inévitablement la pression sur les agents de la DGFIP et sur les chefs de service. Il est même à craindre une course au mieux-disant entre CFP. Se dirige t'on comme à l'époque chez certaines enseignes bien connus, vers le « meilleur CFP du mois ? » Si elle se produit, une telle « compétition » entre services ne peut avoir que des effets délétères pour les agents.

A propos maintenant de la suppression des cellules CSP et de leur intégration au PCR, Solidaires Finances Publiques considère qu'il s'agit bien là d'une restructuration qui aura des conséquences sur l'organisation du travail et la chaîne du contrôle fiscal. Nous réitérons la demande formulée lors du CTL du 14 juin. Nous souhaitons que ce point soit traité pour avis dans le chapitre ASR 2019 accompagné du dossier d'impact correspondant et de l'avis rendu par le CHSCT.

Quant au gel des emplois comptables des SPF n°2 de Pont Audemer et de Louviers, pour nous ce point doit faire l'objet d'un vote. Nous dénonçons fermement de telles pratiques qui restreignent sans conteste les possibilités d'affectation de nos collègues inspecteurs comptables. Cette mesure est sans doute dictée par une restructuration imminente de ces services ?

Monsieur le président, Solidaires Finances Publiques, vous demande donc de nous informer ainsi que les agents qui ont besoin de visibilité sur leur avenir au sein de notre administration, de votre projet sur ce sujet. Quelle est l'avenir des SPF dans le département et selon quel calendrier ? Nous exigeons des réponses claires sur ce point.

De même, Solidaires Finances Publiques vous demande de respecter votre engagement de donner de la visibilité aux agents sur leur devenir en lien avec les réorganisations que vous envisagez. Nous vous demandons de nous communiquer tous vos projets ainsi que le calendrier des restructurations départementales à court et à plus long termes. Pour Solidaires Finances publiques, il s'agit d'un minimum de transparence que vous devez bien aux agents qui subissent de plein fouet les réorganisations dans un contexte où la DGFIP est en train de sacrifier toutes leurs garanties et règles de gestion.

Sur le pont naturel proposé, Solidaires Finances publiques rappelle qu'il est opposé à cette manière d'imposer des jours de congés aux agents et réitère la demande d'accorder cette journée en autorisation d'absence dans la mesure où toutes et tous ne souhaitent pas forcément prendre un jour de congé le 24 décembre.

Si la parité syndicale vous a demandé l'examen d'un nouveau pont naturel à savoir le 24 décembre 2018, il s'agit ni plus ni moins d'une demande de nombreux agents et chefs de service que nous avons relayée.

En effet, les suppressions d'emplois successives et les difficultés des services les obligent pour certains à revenir pendant leur congé ou ne leur permettent pas d'être en compagnie de leur famille à Noël sans mettre à mal le bon fonctionnement du service lorsqu'il reste ouvert.

Pour ces raisons, Solidaires Finances Publiques s'abstiendra sur le vote.

Les élus Solidaires Finances Publiques en CTL.

Isabelle LAURENT

Benoît COURTAUT

Chantal CADIOU